

Questions orales

M. Rondeau: Je désire poser une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Le très honorable premier ministre peut-il dire si le nom du ministre actuel des Transports figure sur la liste des candidats possibles à la présidence du Canadien National?

M. Trudeau: Non, monsieur le président, ni celui du député de Témiscamingue.

* * *

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA HAUSSE DE L'INDICE DU COÛT DE LA VIE—DEMANDE D'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT OU DE TENUE D'ÉLECTIONS

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question supplémentaire au premier ministre. Comme l'indice des prix à la consommation rendu public aujourd'hui indique une hausse annuelle de 18.6 p. 100 du prix des aliments, de 7.5 p. 100 du prix du logement et de 10.1 p. 100 du prix du vêtement qui sont tous essentiels au bien-être des Canadiens, le gouvernement est-il maintenant disposé à prendre des mesures pour corriger la situation, ou à agir de façon responsable, à faire amende honorable et à affronter l'électorat?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il me semble qu'il y ait un remarquable manque de logique entre les prémisses et les conclusions.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Hees: Répondez simplement à la question.

Une voix: Arrêtez de tergiverser.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Il est difficile pour la présidence et les honorables députés de comprendre les questions ou les réponses lorsque la salle est trop bruyante.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je suis surpris de ce que les honorables députés d'en face parlent de tergiversation. C'est là un sujet très sérieux. Franchement, le genre de tactique de diversion utilisée plus tôt aujourd'hui par l'honorable député de Peace River pour faire perdre son temps à la Chambre trahit un manque de sérieux de leur part.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. J'espère que nous pourrions accomplir certains progrès pendant la période de question, ce qui ne semble pas tellement le cas pour le moment. Comme l'honorable député de Peace River invoque le Règlement, je lui donne la parole.

M. Baldwin: Je veux simplement dire que je n'étais pas en train de jouer au football avec ça, monsieur l'Orateur.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, je peux assurer au premier ministre que son arrogance et son mépris ne passeront pas sous silence.

Des voix: Oh, oh!

M. McGrath: Peut-être que vous me permettrez de poser une autre question supplémentaire au ministre des Finances. Étant donné que le dernier indice des prix à la consommation indiquant un taux annuel d'inflation de 9.6 p. 100 a amené le ministre à répondre qu'il n'y avait pas d'amélioration en vue, puis-je lui demander si, avec un taux annuel d'inflation de 10.4 p. 100 maintenant, il peut dire aux Canadiens qu'une amélioration est probable?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, faisons preuve de réalisme à ce sujet.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Ottawa-Carleton): La hausse sensible des prix inquiète fortement les Canadiens, et je pense que tous ceux qui sont ici l'admettent. Comme le député l'a signalé dans sa question, les cours commerciaux internationaux et les prix des produits alimentaires continuent à être les plus influencés par la hausse du coût de la vie. Lorsque j'ai déclaré à la Chambre quelques semaines auparavant qu'il n'y a pas d'amélioration en vue dans l'immédiat, c'est exactement ce que j'ai voulu dire. Je pense qu'aucun député ne peut promettre un ralentissement de la hausse du coût de la vie jusqu'à ce que la hausse des prix des produits alimentaires dans les divers pays, des prix des produits de base sur le marché international, et des prix des combustibles, soit absorbée par l'économie canadienne.

Le gouvernement a adopté trois mesures sérieuses, et je peux les citer très brièvement puisque le député a posé une très importante question. La première consiste à protéger les Canadiens qui sont les plus vulnérables, en augmentant leur revenu net. La seconde consiste à intervenir sélectivement, soit au moyen de subventions ou du blocage du prix du pétrole et d'autres moyens. La troisième consiste à encourager l'accroissement de l'offre. C'est en accroissant la production agricole du Canada et sa capacité industrielle de production qu'on pourra équilibrer l'offre et la demande. Ce sont les mesures que nous avons adoptées.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Évidemment il y a un nombre considérable de députés qui cherchent à poser des questions supplémentaires sur ce sujet. Nous pourrions peut-être commencer par le député de Skeena.

LA HAUSSE DE L'INDICE DU COÛT DE LA VIE—DEMANDE DE BAISSÉ FORCÉE DES PRIX DES CONDITIONNEURS DE DENRÉES ALIMENTAIRES OU D'ABOLITION DES DÉGRÈVEMENTS

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre des Finances.

M. l'Orateur: A l'ordre. Pour le moment, la présidence a accordé la parole au député de Skeena. Nous reviendrons dans un instant au député de Saint-Jean-Est qui veut poser une troisième question supplémentaire.

M. Howard: Monsieur l'Orateur, j'étais sur le point de poser une question au ministre des Finances concernant un aspect des prix des produits alimentaires qui semble avoir échappé à son attention. Comme les plus grands coupables sont les conditionneurs de produits alimentaires qui ont également obtenu un dégrèvement d'impôt sur les sociétés chaudement approuvé par les conservateurs et comme les consommateurs n'ont pas joui de ce dégrèvement qui a été empêché par les conditionneurs, le ministre